

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2014**

**FN/RT**

**OBJET : N° 1.2 - ADMINISTRATION GENERALE –  
DEVERSEMENT EAUX INDUSTRIELLES – CONVENTION-TYPE -**

---

L'an deux mille quatorze, le premier du mois de juillet à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

**Etaient présents :**

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,  
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,  
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau,

**Etaient absents :**

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,  
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,  
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,  
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,  
M. James BELLOT, Membre du Bureau,  
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

**A été élu secrétaire de séance :** M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 1.2 - ADMINISTRATION GENERALE –  
DEVERSEMENT EAUX INDUSTRIELLES – CONVENTION-TYPE**

Envoyé en préfecture le 07/07/2014

Reçu en préfecture le 07/07/2014

Berser  
Levrault

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).**

Les effluents rejoignant le réseau public de collecte et de traitement des eaux usées peuvent être de trois types : domestiques, assimilés domestiques ou industriels.

En ce qui concerne les effluents industriels, leur déversement est régi par l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique, qui stipule notamment :

« Tout déversement d'eaux usées autre que domestique dans le réseau de collecte doit être préalablement autorisée par le [...] président de l'établissement public [...] L'autorisation fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement [...] L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux. Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L.2224-12-2 du CGCT et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L.1331-2, L.1331-3, L.1331-6, L.1331-7 et L. 1331-8 du présent code. »

L'article L.2224-12-2 du CGCT concerne les redevances d'eau et d'assainissement, le L.1331-2 la PFB (participation aux frais de branchement), le L.1331-3 le remboursement des travaux s'ils se sont tenus sous une voie privée, le L.1331-6 les travaux d'office, le L.1331-7 la PFAC et le L. 1331-8 la majoration de 100% en cas de non-respect des obligations.

La situation connue à ce jour sur le territoire du SEBA est la suivante :

- trois établissements industriels sont raccordés et disposent d'une convention qui nécessite actualisation pour les plus anciennes (conventions datant de 2011 pour les Salaisons Debroas à Largentière, de 2001 pour BSN à Labégude et de 1997 pour SOVISAL à Saint-Privat) ;
- neuf établissements au moins sont raccordés mais sans convention : une conserverie de fruits à Lachapelle-sous-Aubenas, Omega-Pharma à Largentière, la cave UVICA et la blanchisserie les Chênes verts à Ruoms, les hôpitaux de Largentière, Rocher et Vals ainsi que les établissements thermaux de Meyras-Neyrac et Vals...
- deux demandes ont été formulées par la laiterie Carrier à Vals et la cave coopérative de Saint-André-de-Cruzières.

A l'exception de l'hôpital de Rocher, établissement public, les raccordés n'ont pas participé aux dépenses d'investissement. Aucun tarif spécifique aux industriels n'a été déterminé pour la PFB ou la PFAC. Pour la redevance assainissement, un tarif spécifique a par contre été mis en place.

Il est donc nécessaire d'avancer sur cette question pour préserver les systèmes d'assainissement, préserver une égalité de traitement des industriels raccordés ou souhaitant le devenir. Pour les industriels, il s'agit de disposer d'une garantie pour le traitement de leurs effluents.

Deux documents sont à établir :

- Un arrêté syndical du Président autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement X ; cette autorisation est obligatoire pour tout déversement ; ses objectifs sont de préserver le système d'assainissement, protéger le personnel et le milieu naturel et sécuriser les filières boues et sous-produits.  
La proposition d'arrêté type a été présentée en séance ;
- Une convention spéciale de déversement qui, elle, n'est pas obligatoire mais qui précise les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'autorisation et renforce la relation de confiance qui doit exister entre les partenaires. Une convention type a également été présentée en séance.

En ce qui concerne l'aspect financier de cette autorisation de déversement, il est proposé de mettre en place un coefficient de correction de la redevance pour prendre en compte le degré de pollution et la nature du déversement propres à chaque établissement industriel ; ce coefficient est traditionnellement appelé coefficient de pollution.

Ce coefficient est la somme d'un terme fixe correspondant aux charges fixes d'exploitation (qui sera unique sur l'ensemble du périmètre syndical) et un terme variable basé sur la comparaison entre un effluent domestique et celui propre à chaque industriel.

Le Bureau Syndical est appelé à débattre et statuer sur les propositions ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions et **VALIDE** le projet de convention-type tel que **joint en annexe**, l'arrêté relevant de l'exécutif syndical.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,


Jean PASCAL

- 2 - Bureau Syndical du 01/07/2014

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)

**Annexe à la délibération du Bureau Syndical n° 1.2 du 01/07/2014**

	<b>Etablissement</b>	<b>Déléataire</b>
---	----------------------	-------------------

**Convention Spéciale de Déversement  
des Eaux Usées Non Domestiques  
au Réseau Public d'Assainissement**

*Annexe 3 - Clauses Techniques Particulières de l'Autorisation  
de Déversement*

- *Etablissements où les prescriptions répondent à une logique d'obligations de résultats*

**Etablissement :**

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DEFINITIONS .....	3
ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT .....	4
ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES .....	7
ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS .....	8
ARTICLE 6 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE REJET .....	9
ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS .....	9
ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DES REJETS .....	12
ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE MESURE ET DE PRELEVEMENTS .....	13
ARTICLE 10 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU .....	14
ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT .....	17
ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION .....	17
ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE .....	17
ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS .....	17
ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS .....	17
ARTICLE 17 - VARIATION DANS LES CARACTERISTIQUES DES REJETS .....	18
ARTICLE 18- MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT .....	19
ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ ET/OU DE SON DÉLÉGATAIRE .....	19
ARTICLE 20 - CESSATION DU SERVICE .....	19
ARTICLE 21 – CESSIBILITE DE LA CONVENTION .....	20
ARTICLE 22 - DUREE .....	21
ARTICLE 23 – DÉLÉGATAIRE ET CONTINUITE DE SERVICE .....	21
ARTICLE 24 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS .....	21
ARTICLE 25 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION .....	22
ANNEXES .....	23



**ENTRE :**

Raison sociale de l'entreprise : .....

Dont le siège est à .....

N° SIRET : .....

Code NAF : .....

Représentée par : .....

et dénommée : **l'Etablissement****ET :****Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche - SEBA**

propriétaire des ouvrages d'assainissement dont le siège est fixé à La Sigalière – Quartier Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE représenté par Monsieur le Président, **Monsieur Jean PASCAL**, dûment autorisé aux présentes par délibération du Comité Syndical en date du 28 mai 2008, rendue exécutoire par son dépôt en Sous-préfecture de Largentière le 18 juin 2008 et par délibération du Bureau Syndical en date du .....l'autorisant à signer la présente convention, rendue exécutoire par son dépôt en Sous-préfecture de Largentière le.....

et dénommé : **la Collectivité****ET :**

La SOCIETE ....., inscrite au Registre du Commerce de.....(adresse)..... dûment représentée par Monsieur ....., prise en sa qualité d'exploitant du service d'assainissement,

et dénommée : **le Déléataire.****IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :****ARTICLE 1 - OBJET**

La Collectivité consent, sous réserve de la délivrance de l'arrêté d'autorisation de rejet et du respect de l'échéancier de mise en conformité prévu à l'Article 6, dont les caractéristiques sont définies à l'Article 3, à ce que l'ETABLISSEMENT déverse ses effluents autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement, sous réserve que soient respectées les conditions administratives et techniques particulières prévues par la présente convention spéciale de déversement.

L'établissement est par ailleurs soumis aux clauses générales du règlement du service d'assainissement ainsi qu'à toutes les clauses de la réglementation générale auxquelles il sera fait référence pour tout ce qui n'est pas réglé de manière spécifique par la présente convention.

**ARTICLE 2 - DEFINITIONS****2.1 Eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires correspondant aux effluents d'un logement domestique. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

Elles ne doivent pas contenir de composés toxiques ou inhibiteurs de l'épuration biologique.

## **2.2 Eaux pluviales**

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales, les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe, (à condition que leur température soit inférieure à 30°C et qu'elles n'aient eu aucun contact avec des sources polluantes).

Pour les espaces où les eaux de ruissellement sont susceptibles d'être polluées, l'Etablissement doit impérativement mettre en place les installations de prétraitement des eaux pluviales nécessaires avant leur rejet (déboureur, séparateur à hydrocarbures,...), Réf : article 34 de l'arrêté ministériel spécifique du 26/11/2012 – ICPE rubrique n°2251.

## **2.3 Eaux industrielles et assimilées**

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales, selon les définitions données à l'Article 2 ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention.

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **Eaux Usées Non Domestiques (EUND)**.

# **ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT**

## **3.1 Nature des activités**

L'ETABLISSEMENT, dont le code NAF est ..... a pour activité principale :

.....

Cette activité comporte (induit) les opérations industrielles suivantes :



.....



.....



.....

L'ETABLISSEMENT est soumis à déclaration (D) et/ou Enregistrement (E) et/ou Autorisation (A) au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Il relève de ou des rubriques suivantes

n°.....de la nomenclature en vigueur.

Dans cette convention ne seront prises en compte que les rubriques pouvant générer des eaux usées non domestiques

OU

L'ETABLISSEMENT n'est pas soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Toute modification quant à la nature de l'activité de l'ETABLISSEMENT, ayant un impact qualitatif et quantitatif sur les eaux rejetées, devra être notifiée, dans les plus brefs délais, au DELEGATAIRE et à NIMES METROPOLE.

### **Cas des Etablissements soumis à la RSDE :**

A ce titre les effluents sont soumis à la RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau). La campagne initiale a été faite en (date)..... L'Etablissement doit fournir la synthèse obligatoire conformément à son arrêté préfectoral complémentaire (réf si possible n°..... du .....). Le suivi en campagne pérenne des substances détectées relève de la décision de la DREAL.(préciser la situation : en cours, etc.)

Toute modification quant à la nature de l'activité de l'Etablissement, ayant un impact qualitatif et quantitatif sur les eaux rejetées, devra être notifiée, dans les plus brefs délais, au Délégué et à la Collectivité.

## **3.2 Plan des réseaux internes de collecte**

Le plan (échelle 1/.....<sup>ème</sup>) des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'ETABLISSEMENT et le schéma des installations de traitement ou d'épuration existantes, avant rejet aux réseaux publics, expurgés



des éléments à caractère confidentiel, sont respectivement annexés à la présente Convention en Annexe n°....

### **3.3 Usages de l'eau**

#### **Eau potable**

- .....
- .....
- .....
- .....

#### **Eau technique (adoucie, déminéralisée,...)**

- .....
- .....
- .....

La consommation annuelle en eau est de (est estimée à)  $m^3$ .

La consommation annuelle moyenne sur les 3 dernières années, pour les bureaux, est de.....  $m^3$ , soit ..... $m^3$  /j ;

La consommation annuelle moyenne sur les 3 dernières années pour le process est de ..... $m^3$ , soit ..... $m^3$  /j en moyenne (débit instantané de ..... $m^3$ /h).

### **3.4 Effluents produits**

#### - **Eaux usées domestiques**

*Descriptif*

#### - **Eaux usées non domestiques (eaux industrielles)**

*Descriptif*

#### - **Eaux pluviales**

Eaux de toitures : ..... $m^2$











Eaux de parking et de voirie : ..... $m^2$



### **3.5 Bilan pollution**

#### **Etablissement en cours d'installation**

Conformément à l'article 2 de l'arrêté d'autorisation de déversement, la conformité d'admissibilité au réseau d'assainissement, de la pollution brute rejetée, sera justifiée par l'intermédiaire d'un programme analytique de suivi des rejets constitué d'un ou de plusieurs bilans 24 heures, dont les modalités d'exécution et le programme d'analyses ont été déterminés suite à (*modalité à préciser, ex date de la visite industrielle*).....

Le programme d'analyses type portera sur les paramètres suivants (*à adapter selon l'activité déclarée et la typologie présumée des effluents*):

-  Débit journalier,
-  DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, pH, t°, Phosphore total, Azote global, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>
-  Conductivité, potentiel redox,
-  Détergents anioniques et cationiques,
-  Indice hydrocarbures,
-  MEH (graisses et huiles),
-  AOX,
-  Indice phénol et phénol,
-  Métaux lourds et ETM : As, Cd, Cr, Cr<sup>6+</sup>, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Fe<sup>+</sup>, Al,
-  Chlorures

-  Sulfates
-  Cyanures

Le programme analytique se déroulera sur les 8 premiers mois d'exploitation selon la fréquence suivante :

T0 = 1 mois                                      bilan initial après 1 mois d'exploitation

T1 = T0+3 mois                                second bilan après 4 mois d'exploitation

T2 = T1+3 mois                                troisième bilan à 7 mois d'exploitation

Les résultats permettront de déterminer la typologie des eaux usées non domestiques propre à l'Etablissement dont la présente convention fait l'objet.

Les caractéristiques des rejets ainsi définies serviront de base à la révision de l'autorisation et de la convention de déversement, en vue de leurs renouvellements comme précisé à l'Article 8 de l'arrêté communautaire d'autorisation de déversement et à l'Article 22 de la présente convention.

Les bilans à la charge de l'ETABLISSEMENT sont obligatoirement réalisés par un organisme compétent, agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.














Les résultats sont présentés en Annexe n°..., de la présente convention, dès connaissance.

### Etablissement en exploitation

Conformément à l'article 2 de l'arrêté d'autorisation de déversement, la conformité d'admissibilité au réseau d'assainissement, de la pollution brute rejetée, est justifiée par l'intermédiaire d'un bilan 24 heures, dont le programme d'analyses a été déterminé suite à la visite industrielle, en date du .....

#### **Cas des Etablissements non soumis à la RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau)**

Le bilan pollution constitue l'état initial, dit « Point Zéro ». Le programme d'analyses porte sur les paramètres suivants (à adapter selon l'activité déclarée et la typologie présumée des effluents):





-  Débit journalier,
-  DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, pH, t°, Phosphore total, Azote global, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>
-  Conductivité, potentiel redox,
-  Détergents anioniques et cationiques,
-  Indice hydrocarbures,
-  MEH (graisses et huiles),
-  AOX,
-  Indice phénol et phénol,
-  Métaux lourds et ETM : As, Cd, Cr, Cr<sup>6+</sup>, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Fe<sup>+</sup>, Al,
-  Chlorures
-  Sulfates
-  Cyanures
-  autres substances à préciser.

Le bilan à la charge de l'ETABLISSEMENT. est obligatoirement réalisé par un organisme compétent, agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Le bilan est annexé à la présente convention, en annexe n°5.

#### **Cas des Etablissements soumis à la RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau)**

L'ETABLISSEMENT fournit :

-  une copie de l'Arrêté Préfectoral complémentaire fixant la liste des substances faisant l'objet d'une surveillance initiale dans les eaux de rejet
-  le calendrier des campagnes de mesures
-  une copie du rapport final de la campagne initiale
-  l'avis de l'organisme de tutelle (DREAL ou DDPP) sur le maintien de l'action RSDE en campagne pérenne, mentionnant les substances à surveiller.

A l'issue de la phase de surveillance initiale, seules les substances pour lesquelles les mesures préalablement réalisées auront permis de mettre en évidence une émission réelle ou impactante pour le



milieu, seront suivies en campagne pérenne.

### **3.6 Produits utilisés par l'Etablissement**

L'Etablissement déclare utiliser, à la date de signature de la présente Convention, les produits dont la liste figure en Annexe n°....

A ce titre, les « Fiches Produits » et les Fiches de Données Sécurité (FDS) correspondantes doivent être archivées et pouvoir être consultables par la Collectivité et/ou son Délégué dans l'Etablissement.

Dans le cas où un produit serait remplacé par un autre ou s'ajouterait à la liste définie à l'Annexe n°2, l'Etablissement devra en faire part à la Collectivité et au Délégué dans les meilleurs délais, afin qu'il soit établi les modifications nécessaires aux prescriptions d'autorisation de rejet et à la présente Convention.

La Collectivité se réserve le droit d'interdire le rejet des eaux usées non domestiques contenant des substances considérées comme dangereuses et toxiques pour le système de traitement et le milieu naturel.

Conformément au décret 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'Etablissement est tenu de mettre en place un dispositif de traçabilité des déchets générés par son activité, source d'une pollution dispersée et toxique.

A ce titre, des BSD (Bon de Suivi des Déchets) doivent être établis à chaque intervention par un tiers, conservés sur site et consultables à tout moment par les agents en charge du contrôle.

### **3.7 Mise à jour**

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

## **ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES**

### **4.1 Réseau intérieur**

L'Etablissement garantit la conformité de ses installations à la réglementation en vigueur en matière de protection générale de la santé publique et d'installations classées ainsi qu'au règlement du service d'assainissement.

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

### **4.2 Traitement préalable aux déversements**

L'ETABLISSEMENT prend toutes les dispositions nécessaires pour récupérer les produits et sous produits générés par son activité, afin d'éviter leurs déversements dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées dans l'Article 2 et définies dans l'Article 5 de la présente convention.

L'ETABLISSEMENT déclare que ses eaux usées non domestiques subissent un prétraitement avant rejet comprenant (liste à définir selon l'état des lieux fait au moment de la visite industrielle) :

#### **Modalités et Observations**

Dessablage	<input type="checkbox"/>
Dégrillage de ... mm	<input type="checkbox"/>

Tamissage de ..... µm	<input type="checkbox"/>
Dégraissage	<input type="checkbox"/>
Rectification du pH	<input type="checkbox"/>
Homogénéisation	<input type="checkbox"/>
Détoxication	<input type="checkbox"/>
Prétraitement des hydrocarbures	<input type="checkbox"/>
Traitement des graisses	<input type="checkbox"/>
Une station interne de traitement des eaux industrielles	<input type="checkbox"/>
Autres traitements	<input type="checkbox"/>
Régulation du débit	<input type="checkbox"/>
Un clapet anti retour	<input type="checkbox"/>
Un système d'obturation du réseau	<input type="checkbox"/>

OU

Actuellement les eaux usées non domestiques et assimilées ne subissent aucun prétraitement préalable avant leur rejet dans le réseau public d'assainissement.

Ainsi, l'ETABLISSEMENT doit mettre en œuvre les ouvrages et équipements nécessaires dans le respect des prescriptions générales mentionnées dans l'Article 2 et définies dans l'Article 5 de la présente convention.

La liste des équipements est notifiée à l'Article 6 de la présente convention, relatif à l'échéancier de mise en conformité des installations privées.

Ces équipements et dispositifs de prétraitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'ETABLISSEMENT.

Leur exploitations et entretiens doivent faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre, si possible informatisé, dont une copie sera envoyée à la Collectivité et au DELEGATAIRE, selon une fréquence à définir.

## ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

	Réseau public			Autres (à préciser)
	Eaux usées	Eaux pluviales	unitaire	
Eaux usées domestiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux usées non domestiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux pluviales et assimilées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux admissibles au réseau pluvial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- ..... branchement(s) pour les eaux usées domestiques,
- ..... branchement(s) pour les eaux usées non domestiques,
- ..... branchement(s) pour les eaux pluviales,
- .....branchement(s) pour les eaux (à préciser)

Il existe donc .( ..... ) branchements distincts.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé, en limite de propriété,
- un ouvrage dit "regard de branchement" ou "regard de façade" ou « boîte de branchement » placé sur le domaine public, visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité.
- une vanne d'obturation qui doit être placée sous domaine privé sur chaque branchement des eaux usées autres que domestiques et rester accessible aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité.

Un dispositif d'obturation, manuel ou automatique, sans by-pass, doit être placé sur le ou les branchements des eaux usées non domestiques et assimilées au réseau public d'assainissement des eaux usées et/ou des eaux pluviales ; et rester à tout moment accessible, pour les zones pour lesquelles les risques de déversement accidentels sont importants.

## ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

### 6.1. Eaux usées

Sont admissibles sans restriction dans les réseaux d'eaux usées ou unitaires, les eaux usées domestiques définies à l'Article 2 et dès lors qu'elles sont conformes aux caractéristiques précisées dans le règlement général d'assainissement.

### 6.2. Eaux pluviales

La présente convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales et assimilées dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'Etablissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et donc de ne pas envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

En cas de risques de pollution avérée du réseau d'eaux pluviales public ou du milieu naturel, l'Etablissement devra prétraiter ses eaux de lavage et/ou de ruissellement des parkings et des aires de livraison avant leur rejet au réseau public, par la mise en place de séparateurs à hydrocarbures dont le type et le dimensionnement seront adaptés à l'effluent.

### 6.3. Eaux usées non domestiques et assimilées

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées au paragraphe 7.3.2.

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé, tout en conservant la même charge polluante.

#### 6.3.1 Conditions générales d'admissibilité

Les effluents d'eaux usées non domestiques doivent répondre, à minima, aux prescriptions générales définies dans l'Article 2 de l'autorisation de déversement :

#### Caractéristiques des effluents :

Paramètres	Concentrations et valeurs maximales sur 24h (1)
	Température < 25°C dans un rayon de 2Km de la Station d'épuration Température < 30°C dans tous les autres cas

5.5 < pH < 8.5	
Ratio DCO/DBO <sub>5</sub>	< 3 valeur limite pour une bonne biodégradabilité de l'effluent (2)
Indice hydrocarbures	10 mg/l
MEH (Huiles et graisses)	150 mg/l
Détergents anioniques	10 mg/l
Détergents cationiques	5 mg/l
Chlore libre (Cl <sub>2</sub> )	3 mg/l
Indice Phénols	0,3 mg/l
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>-</sup> )	400 mg/L

1) les valeurs limites définies ci-dessus peuvent être revues à la baisse par la Collectivité ou le Délégué selon l'aptitude du réseau et de la station d'épuration à acheminer et à traiter les effluents dans de bonnes conditions.

2) Dans le cas où le ratio  $\geq 3$  et pour une DCO < à 500 mg/l, l'acceptation des effluents sera validée par la Collectivité et le Délégué, au regard des flux de pollutions admissibles en entrée de la station d'épuration de la ville de Nîmes.

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser (1) :

- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères (même broyées),
- les huiles usagées et les produits inflammables,
- les graisses et produits hydrocarbures, notamment ceux provenant d'établissements non munis d'installation de pré traitement (décantation, séparation) adéquate,
- tout effluent réservé à l'amendement agricole, lisier, purin...,
- les liquides corrosifs, les acides, les composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés.

De même les eaux rejetées doivent (1) :

- Etre débarrassés des matières flottantes, décantables ou précipitables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodant les égoutiers dans leur travail.
- Ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
  - la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement (composés soufrés, ...),
  - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
  - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.

(1) Cf : Règlement du Service Assainissement collectif (en annexe n°...) et le Règlement Sanitaire Départemental

### **6.3.2. Conditions particulières d'admissibilité**

Selon l'activité exercée, certaines substances pourront ne pas être visées. A contrario, d'autres substances pourront être rajoutées au cas par cas notamment s'il s'agit de substances dangereuses, toxiques, persistantes ou bioaccumulables.

Pour l'élaboration de la présente convention de déversement, les concentrations maximales retenues sont les valeurs guides de l'Arrêté du 2 février 1998 (mg/l) ou les NQE (µg/l) de la Directive 2008/105/CE ou à défaut la LQ (Limite Quantifiable en µg/l) du laboratoire.

Ainsi, les eaux usées non domestiques devront répondre aux valeurs limites suivantes :



**A- Débits :**

Les débits autorisés sont:

- ✚ Débit journalier moyen : .....m<sup>3</sup>/jour
- ✚ Débit horaire moyen : ..... m<sup>3</sup>/heure
- ✚ Débit de pointe horaire : ..... m<sup>3</sup>/h

Les flux horaires maximum des paramètres suivants sont limités au maximum à ..... h/j.

Activité : l'ETABLISSEMENT fonctionne ..... j/....j.

**B- Caractéristiques des effluents :**Les eaux usées non domestiques devront répondre aux valeurs limites suivantes : en **flux** ou en **concentrations** (concentrations maximales retenues, une tolérance de 20% est acceptée).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)	Concentration maximale (mg/l)
Matières en suspension (MES)		<b>600</b>
Demande chimique en oxygène (DCO)		<b>2000</b>
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO <sub>5</sub> )		<b>800</b>
Teneur en azote total kjeldhal (NTK)		<b>150</b>
Teneur en phosphore total		<b>50</b>
Rapport DCO/D BO <sub>5</sub>		<b>&lt;3</b>

**Autres composés, substances et micropolluants**

<b>Métaux et sels :</b> (liste à définir selon l'activité)	Flux maximal autorisé (g/j)	Concentration maximale autorisée (mg/L)
Aluminium (en Al)		5
Arsenic et ses composés (en As)		0.05
Cadmium et ses composés (en Cd)		0.2
Chrome et ses composés (en Cr)		0,5
Chrome hexa valent et ses composés (en Cr)		0,1
Cuivre et ses composés (en Cu)		0,5
Etain et ses composés (en Sn)		2
Fer		5
Nickel et ses composés (en Ni)		0,5
Plomb et ses composés (en Pb)		0,5
Zinc et ses composés (en Zn)		2
Manganèse et ses composés (en Mn)		1
Cyanures (CN <sup>-</sup> )		0.1
Fluor et composés (en F)		15
Fluorures (F <sup>-</sup> )		15
Chlorures (Cl <sup>-</sup> )		500
Chlore libre (Cl <sub>2</sub> )		3
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>-</sup> )		400
Sulfures (S <sup>-</sup> )		0.5
<b>Autres composés organiques :</b> (liste à définir selon l'activité)	<b>Flux maximal autorisé (g/j)</b>	<b>Concentration maximale autorisée (mg/L)</b>

Indice phénols		0.3
Phénols		3.5
Composés Organiques Halogénés (en AOX ou EOX)		1
Hydrocarbures totaux		10
Détergents anioniques		10
Détergents cationiques		5
<b>Eléments radioactifs :</b> (liste à définir ou à éliminer selon l'activité)	<b>Concentration maximale autorisée (Bq/L)</b>	
Iode 131	100	
Iode 123	100	
Autres radioéléments		
<b>Substances dangereuses:</b>		
Substances caractéristiques du bon état chimique et écologique des eaux (Arrêté du 25 janvier 2010) :		
Les DSP (Substances Dangereuses Prioritaires) de la DCE (1) NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
Les Substances de la « Liste I » (2).NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
Les SP (Substances Prioritaires) de la DCE (3) NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
Les Substances de la « Liste II » (4) NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
	<b>Concentration maximale autorisée (mg/L)</b>	
HAP (sauf les 5 HAP SDP) à déterminer au cas par cas µg/l		0.05
PCB(s) à déterminer au cas par cas		0.05

- (1) objectifs DCE sur les rejets : suppression. 13 substances (code couleur national rouge) à l'échéance nov.2021 où déc.2028

- (2) objectif de suppression Directive 2006/11 (ex 76/464/CEE). 8 substances (code couleur national orange)

- (3) objectifs DCE sur les rejets et action nationale de la Circulaire du 7 mai 2007: réduction. 20 substances (code couleur national jaune) pas de délai fixé

- (4) pas d'objectifs DCE sur les rejets: objectifs de réduction Directive 2006/11 (ex 76/464/CEE) et action nationale de la Circulaire du 7 mai 2007. 9 substances (code couleur national blanc).

Les NQE (Normes de Qualité Environnementales) sont listées dans l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Les valeurs guides sont celles fixées par l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements, consommation d'eau et émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou tout autre arrêté spécifique à certaines activités.

## ARTICLE 7 - SURVEILLANCE DES REJETS

### 7.1 Auto-surveillance

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

L'Etablissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants : (à adapter et à compléter selon l'activité)

Paramètres – Substances - Composés	Fréquence
Débit Température en °C pH	
MES, DCO, DBO5, Azote Global, NH4+, Phosphore Total, Chlorures et sulfates	
AOX ou EOX, MEH, Hydrocarbures totaux, Métaux lourds et ETM	
<u>Autres composés organiques</u> (liste à définir selon l'activité) : Indice phénol	



Phénol Détergents anioniques Détergents cationiques Chlorures .....	
<u>Substances du bon état chimique et écologique des eaux</u> (liste à définir selon l'activité) DEHP Chloroforme HAP Pesticides (à définir)	

La Collectivité et son Délégué propose à l'Etablissement un calendrier de réalisation des prélèvements et analyses, selon les fréquences définies ci-dessus, sur l'ensemble de la durée de la convention. Ce calendrier est présenté en Annexe n° ....

Les analyses, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit conservés à basse température (4°C). Les résultats, doivent être transmis dès réception à la Collectivité et au Délégué.

Le prestataire, en charge de réaliser les prélèvements ainsi que les analyses sur le rejet, sera choisi par l'Etablissement. Les analyses devront être réalisées sous accréditation COFRAC.

Les prélèvements et analyses pourront être faits par le Délégué suivants les méthodes normalisées en vigueur à la demande et aux frais de l'Etablissement.

## **7.2 Contrôles par la Collectivité**

La Collectivité et le Délégué effectuera autant de fois que nécessaire, de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

La Collectivité et le Délégué pourront effectuer ou faire effectuer par un prestataire extérieur agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité du ou des rejets.

Les analyses porteront de façon aléatoire sur les paramètres physicochimiques, des composés et des substances définis à l'Article 7.

Les résultats seront communiqués à l'Etablissement.

Dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations **et** les flux maximaux autorisés, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité ou le Délégué.

## **ARTICLE 8 - DISPOSITIFS DE MESURE ET DE PRELEVEMENTS**

L'Etablissement s'engage à effectuer ou faire effectuer, par un organisme de son choix, reconnu comme compétent par l'agence de l'eau, un contrôle des dispositifs d'auto surveillance et de suivi de la qualité des rejets non domestiques afin de s'assurer des prescriptions fixées dans l'arrêté d'autorisation et à Articles 7 de la présente convention.

L'Etablissement a mis en place, sur les eaux usées non domestiques, avant leur rejet au réseau d'assainissement les équipements de mesure et/ou de prélèvements suivants :

- Liste des équipements s'il y a lieu.....

▪

L'Etablissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de défaillance, voire d'arrêt total des dits appareils de mesure, l'Etablissement s'engage, d'une part, à informer la Collectivité et son Délégué et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais.

Pendant la durée d'indisponibilité des appareils, la mesure des débits se fera sur la base des consommations d'eau de l'Etablissement. Passé un délai de trois mois, la Collectivité se réserve le droit de

mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de l'Etablissement.

## ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Usage(s)	Comptage
AEP		
Forage		
Puits		
Captage en rivière ou canal		
Autres (eaux de pluies)		

Compte tenu de la configuration des dispositifs de comptage et de prélèvements, l'Etablissement en laissera le libre accès aux agents de la Collectivité et le Délégué, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

### Variante en l'absence de dispositif de comptage :

Dans le cas d'installations existantes, l'Etablissement installera sur toutes ses sources d'alimentation en eau brute (réseau d'eau potable, pompage en forage ou en rivière, captage, etc...) et au plus tard dans un délai de **3 (trois) mois** à compter de l'entrée en vigueur de la convention, un dispositif plombé de comptage de l'eau prélevée, dont les caractéristiques sont arrêtées en accord entre les deux parties.

L'Etablissement devra effectuer un relevé des consommations tous les 6 mois et transmettre les index au Délégué et à la Collectivité. Les données peuvent être envoyées sous la forme papier ou un fichier informatisé.

### Redevance assainissement des eaux usées non domestiques

Les volumes d'eaux comptabilisés par le.....*décrire le type de comptage*.... constituent l'assiette de la redevance assainissement, due par l'Etablissement, pour ses déversements d'Eaux Usées Non Domestiques. Le Délégué réalise.....*nombre*.....relève annuelle donnant lieu à facturation. Pour ce faire l'Etablissement laisse le libre accès à cet équipement au Délégué.

Relevé d'index du ....*compteur, débitmètre, etc*....selon le cas.....au....date.....: .....m<sup>3</sup>.

Mise en service le .....

## ARTICLE 10 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE REJET

Suite aux prescriptions de l'arrête d'autorisation et compte tenu du diagnostic effectué sur les installations privées, décrit à l'Article 4 de la présente convention :

L'ETABLISSEMENT ne nécessite pas une mise en conformité de ses installations.

Ou

L'ETABLISSEMENT est subordonné à une mise en conformité de ses installations existantes. Pour tenir compte des difficultés techniques et financière, il est décidé d'un commun accord d'adopter l'échéancier suivant pour la réalisation des travaux nécessaires.

Points à mettre en conformité (documents, ouvrages, équipements,...)	En place	A créer	Date de mise en conformité
Repérage des réseaux avec plan à jour			



Prétraitements (à préciser)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Dispositif d'obturation sans by-pass	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Boîte de raccordement	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Dispositif de comptage	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Autres	<input type="text"/>	<input type="text"/>

En cas de création d'une installation de traitement des effluents avant rejet, la nouvelle installation devra répondre aux mêmes prescriptions que celles définies pour les installations existantes.

## ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES

Les règles générales applicables pour le calcul de la redevance d'assainissement sont prescrites à l'Article 18 et 38 du règlement d'assainissement, annexé à la présente convention en Annexe n°.....

Ainsi, dans le cas d'un défaut de conformité avéré, conformément à l'article L.1331.8 du Code de la Santé Publique, la redevance assainissement sera majorée, au prorata temporis, de 100%.

*La redevance d'assainissement qui permet de faire face aux dépenses relatives à la gestion du système d'assainissement comprend la part DELEGATAIRE et la part COLLECTIVITE.*

### 11.1 Principe d'assujettissement

En application de l'article R. 2333-122 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Etablissement est soumis au paiement d'une redevance assainissement (**R**) constituée d'une participation d'une part aux dépenses assumées par la Collectivité (**RC** reversée à la Collectivité) et d'autre part aux dépenses d'exploitation (**RE** perçue par le Déléataire).

$$R = RC + RE$$

Le prix moyen est révisé annuellement et approuvé par délibération du conseil communautaire.

### 11.2 Etablissement de la redevance d'assainissement

Selon l'Article R.2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) « Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R.2224-19-1 à R.2224-19-11 ».

A ce titre, la Collectivité a délibéré sur la mise en place de conditions financières spécifiques sur l'ensemble de son territoire (arrêté syndical n° .....du.....), les dispositions de l'Article R.2224-19-6 du CGCT s'appliquent, à savoir que :

Tout déversement d'eaux usées non domestiques, dans le réseau public d'assainissement, donne lieu au paiement par l'auteur du déversement d'une redevance d'assainissement dont l'assiette est assise sur une évaluation spécifique avec coefficients de correction prenant en compte le degré de pollution, la nature du déversement ainsi que l'impact économique..

La redevance assainissement se calcule de la façon suivante :

**RC** = abonnement annuel « rejets industriels » + (volumes rejetés x tarif « rejets industriels » au m³ x Cp)

**RE** = abonnement annuel « part fermière » + (volumes rejetés x tarif « part fermière » au m³ x Cp)

- Calcul du Cp = Coefficient de pollution

Filière Eau	Filière élimination C+N		
Type d'aération	Aérateur de surface		
Déshydratation	Filtre à bande		
Élimination des boues	compostage		
Sélection de filière	Filière élimination C+N - Aérateur de surface - Filtre à bande - compostage		
Paramètres ayant une obligation d'objectif de qualité au rejet	DBO <sub>5</sub>		
	MeS		
	Azote Kjeldahl		
	DCO		
Répartition des coûts variables par paramètre (Carbone # DBO <sub>5</sub> )	pour la DBO <sub>5</sub>	0,720	
	pour les Mes	0,190	
	pour l'Azote	0,090	
Frais variables d'exploitation:	$f_v =$	0,256	
Coefficient de répartition pondéré	pour la DBO <sub>5</sub> : a	0,184	
	pour les Mes: b	0,049	
	pour l'azote: c	0,023	
Comparaison domestique / industriel = K	Concentration de l'effluent Domestique	Concentration de l'effluent industriel	Ratio k
pour la DBO <sub>5</sub> : K <sub>1</sub>	400 mg/l		
pour les MeS: K <sub>2</sub>	470 mg/l		
pour l'Azote: K <sub>3</sub>	80 mg/l		
Calcul du coefficient de pollution Cp			
$C_p = (1 - f_v) + (K_1.a + K_2.b + K_3.c)$		Cp =	

Pour l'année 2014 le Coefficient de Pollution Cp est donc égale à.....

Pour le calcul du Cp les concentrations moyennes retenues pour l'Etablissement sont celles issues des bilans .....(en annexe 2 de l'arrêté d'autorisation de déversement).

Le coefficient de pollution sera recalculé une (1) fois par an en fonction des concentrations mesurées dans le rejet au cours des bilans de pollution, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant à la présente convention. Le coefficient ne pourra être inférieur à 1.



**ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT**

Le Déléataire assurera la facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'Article 11 dans les conditions suivantes :

L'Etablissement se libérera sur la base d'une facturation annuelle des sommes dues en exécution de la présente Convention en faisant porter le montant des factures établies au crédit du compte ouvert au nom du Déléataire.

**ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION**

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- 1) en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 18,
- 2) en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement concerné,
- 3) en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité;

Si ces nouvelles conditions n'étaient pas acceptées, la présente convention serait de fait caduque.

**ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE**

Sans objet

**ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS**

L'Etablissement sera en mesure de fournir à tout moment à la Collectivité et à son Déléataire les dispositions prévues en cas d'accident ou d'incident.

En tout état de cause, en cas d'incident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'Article 6, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité et le Déléataire,
  - la Collectivité : SEBA 04-75-89-96-96
  - le Déléataire : SAUR secteur LARGENTIERE 04-75-39-28-00
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

**ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS****16.1 Conséquences techniques**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer le Service public d'Assainissement conformément aux dispositions de l'article 15, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité se réserve le droit :

- a) de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement,
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité :

- informera l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente Convention avant cette date.

### **16.2 Conséquences financières**

l'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'Article 6, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Il s'engage par ailleurs à réparer les préjudices subis par le Déléataire.

### **16.3 Conséquences sur la responsabilité de Etablissement**

Dans tous les cas où les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, en particulier du fait du non-respect de l'Article 5 ou du dépassement des valeurs limites définies à l'Article 6, l'Etablissement est seul responsable au regard des prescriptions et des sanctions concernant l'environnement : l'Etablissement garantit irrévocablement la Collectivité et, en cas de gestion déléguée du service de l'assainissement, le Déléataire de l'intégralité de toutes pertes, obligations, dettes, réclamations, dépenses, condamnations ou dommages encourus à la suite de ou en relation avec les rejets correspondants dudit l'Etablissement.

## **ARTICLE 17 - VARIATION DANS LES CARACTERISTIQUES DES REJETS**

L'autorisation de rejet dans les réseaux publics est valable pour les activités et les opérations industrielles induites, telles que décrites à l'Article 3 de la présente Convention de déversement.

### **17.1 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de Etablissement**

Si l'Etablissement est amené à modifier de façon temporaire ou permanente les caractéristiques de ses rejets, en raison notamment d'extension ou de modifications de son activité, il devra avertir au préalable la Collectivité et le Déléataire.

### **17.2 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de la Collectivité**

La Collectivité se réserve le droit de redéfinir les caractéristiques des rejets de l'Etablissement tant pour tenir compte des nouvelles normes concernant la qualité de l'eau épurée, de la boue ou de l'air et autres sous-produits que dans le but de mieux répartir son capital de traitement entre les différents établissements industriels raccordés sur l'usine d'épuration collective.



### **17.3 Dispositions communes**





Si les modifications envisagées ci-dessus entraînent des investissements supplémentaires sur les ouvrages d'épuration du service public d'assainissement et sur les ouvrages liés à la dévolution finale des boues et autres sous-produits ou des coûts d'exploitation non pris en compte par la présente Convention, un avenant à cette dernière déterminera les nouvelles conditions techniques d'acceptation des rejets ainsi que les nouvelles participations financières résultant de la redéfinition des investissements et charges d'exploitation correspondant à ces modifications.

### **ARTICLE 18- MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT**

En cas de modification de la délibération autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

### **ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET/OU DE SON DELÉGATAIRE**

La Collectivité et son Délégué sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prennent toutes les dispositions pour :

-  accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'Article 6 de la présente convention,
-  fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel du Maire sur le prix et la qualité du service.
-  assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
-  informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement, la Collectivité et/ou son Délégué pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrant dans les réseaux, elle devra alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production.

Une réduction notable d'activité imposée à l'Etablissement ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement grave et/ou durable du système d'assainissement peut engager la responsabilité de la Collectivité et/ou son Délégué dans la mesure où le préjudice subi par l'Etablissement présente un caractère anormal et spécial eu égard aux gênes inhérentes aux opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages dudit système.

La Collectivité et/ou le Délégué s'engage à indemniser l'Etablissement dès lors que celui-ci aura démontré le lien de causalité entre le dysfonctionnement et le préjudice subi.

### **ARTICLE 20 - CESSATION DU SERVICE**

#### **20.1 Conditions de fermeture du branchement**

La Collectivité, en accord avec le Délégué, peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
  - de modification de la composition des effluents;
  - de non respect des limites et des conditions de rejets fixées par l'Article 6
  - de non installation des dispositifs et programmes de mesures et de prélèvements définis à l'Article 7,
  - de non respect des échéanciers de mise en conformité fixé à l'article 6

- d'impossibilité pour la Collectivité et le Délégué de procéder aux contrôles prévus à l'article 7

- et d'autre part, les solutions proposées par Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision à l'Etablissement, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours, délai qui pourra être réduit en cas d'impact majeur sur le milieu.

Ainsi, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

## **20.2 Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par Etablissement, dans un délai de quinze (15) jours après notification à la Collectivité (en cas notamment de modification d'activité et de construction de traitements spécifiques par l'Etablissement).

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 20.1.

## **20.3 Dispositions financières**

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par l'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre, d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'article 11.4. deviennent immédiatement exigibles.

Dans le cas d'une résiliation par l'Etablissement, une indemnité peut être demandée par la Collectivité à l'Etablissement, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de l'Etablissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

# **ARTICLE 21 – CESSIBILITE DE LA CONVENTION**

## **21.1 Transfert de la Convention**

Le transfert au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, de la présente Convention est interdit sans l'accord écrit et préalable de toutes les parties. Tout transfert intervenu sans l'accord écrit et préalable de l'ensemble des signataires lui est inopposable.

La Collectivité ou le Délégué peut en conséquence dénoncer la présente Convention transférée sans leur accord écrit et préalable, cette dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement.

## **21.2 Transfert ou modification de la nature de l'Etablissement**

Le transfert ou la modification de la nature de l'Etablissement au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, du droit d'exploiter Etablissement dont le rejet des effluents dans le réseau d'assainissement de la Collectivité est autorisé par la présente Convention, doit donner lieu à la signature d'une convention avec le nouvel exploitant.

L'Etablissement doit informer la Collectivité de ce transfert trois (3) mois au moins avant la date dudit transfert. La signature de la convention avec le nouvel exploitant doit avoir lieu avant cette date.



La Collectivité, en accord avec le Déléataire, peut en conséquence dénoncer la présente Convention si un nouvel exploitant n'a pas signé de convention, la dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement.

### **21.3 Effets de la dénonciation**

La dénonciation de la présente Convention en application du 21.1 ou du 21.2 du présent article autorise la Collectivité à procéder à la fermeture du branchement dès la prise d'effet de la dénonciation.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents selon des modalités conformes à la réglementation applicable.

## **ARTICLE 22 - DUREE**

La présente Convention, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, est conclue pour une durée fixée à **8 (huit) ans**, avec une réactualisation biennale des conditions financières définies à l'Article 11 et selon les modalités précisées à l'Article 13.

Elle prend effet à la date de signature de l'ensemble des signataires.

Le réexamen de la présente convention en vue de son renouvellement et son adaptation éventuelle, 4 mois avant son terme, ne se fera que dans le cadre du renouvellement de l'autorisation de déversement.

Elle peut-être dénoncée unilatéralement à la date anniversaire de sa signature, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

## **ARTICLE 23 – DÉLÉGATAIRE ET CONTINUITE DE SERVICE**

La présente convention, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 22, quelque soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

A la date de signature de la présente Convention, le Déléataire est substituée à la Collectivité pour la mise en œuvre des droits et obligations de ladite Collectivité dans les limites définies par le contrat de gestion déléguée du service d'assainissement : pendant la durée de ce contrat, les notifications à la Collectivité, prévues par la présente convention, lui sont donc valablement adressées.

En cas de changement de mode de gestion (Régie ou DSP) ou de changement de déléataire, un avenant sera établi afin d'assurer la continuité de la présente convention jusqu'à son terme.

## **ARTICLE 24 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

## ARTICLE 25 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- Annexe 1 : extraits de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Annexe 2 : liste des produits utilisés par l'Etablissement
- Annexe 3 : calendrier prévisionnel de prélèvements et d'analyses
- Annexe 4 : Tarifs applicables à la date d'entrée en vigueur de la convention (Délibération du Comité Syndical du....., et note tarifaire au .....).
- Annexe 5 : Règlement du Service Assainissement collectif

Fait le ..... , en 3 exemplaires,

Signatures

Pour Etablissement,

Pour la Collectivité,

Pour le Délégué,



**ANNEXE 1 : EXTRAITS DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION**

**ANNEXE 2 : LISTE DES PRODUITS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT**

**ANNEXE 3 : PROGRAMME D'ANALYSES D'AUTOSURVEILLANCE**

**ANNEXE 4 : NOTE TARIFAIRE A LA DATE DE SIGNATURE DE LA CSD**

**ANNEXE 5 : REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT**